

**Commission** : La coopération et la paix au Moyen-Orient

**Problématique** : Comment les États membres de l'Union Européenne peuvent-ils peser dans la sortie des conflits syriens et yéménite au Moyen-Orient et être les initiateurs d'un Agenda pour une Paix durable et une coopération régionale pérenne ?

**Auteur** : Turquie

La Turquie, grand pays s'étendant de l'Europe de l'est à l'Asie Mineure, est actuellement dirigée par Recep Tayyip Erdoğan. D'abord élu Premier ministre de la République de Turquie en 2003, il devient Président le 10 août 2014. Il est le chef du Parti de la Justice et du Développement (autrement appelé AKP), parti politique prônant le nationalisme et l'islamisme. L'islam, longtemps mis à distance, est redevenu une force de mobilisation politique grâce à l'AKP. Par ailleurs, notre Ministre des Affaires étrangères, Mevlüt Cavusoglu a occupé de 2010 à 2012 le poste de président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Pro-européen, il est chargé de préserver la concorde turco-européenne.

La problématique abordée dans cette commission consiste à savoir comment l'Union Européenne peut mettre en place une paix durable et une coopération régionale. Plus précisément, comment pouvons-nous, avec Bruxelles, peser dans la sortie des conflits syriens et yéménites ?

La Turquie a déclaré qu'elle maintiendra une présence militaire dans le nord de la Syrie jusqu'à ce que notre voisin et frère obtienne la liberté, la paix et la sécurité. Nous avons lancé début 2020 des accusations contre Moscou concernant le conflit syrien. Nous avons dénoncé la participation des Russes et des Syriens aux massacres de civils. Le gouvernement russe a répliqué en soupçonnant la Turquie de ne pas intervenir pour neutraliser les forces terroristes à Idleb. La Turquie a donc décidé d'envoyer ses troupes armées au nord-ouest de la Syrie afin de maîtriser les positions des kurdes syriens, et de frapper les djihadistes.

Dans cette région d'Idleb, située au Nord-ouest de la Syrie, nous avons également déployé des militaires dans le cadre d'un Accord conclu en septembre 2018 avec la Russie, visant à faire cesser les violences dans la région, dominée par les Djihadistes et les rebelles syriens. Par ailleurs, nous avons menacé la Syrie de la frapper en cas de nouvelles interventions contre nos forces armées. En effet, la Syrie a bombardé la région d'Idleb contre les rebelles et les djihadistes. Mais ces bombardements ont tué cinq de nos soldats. De plus, le gouvernement turc a décidé de lancer un ultimatum à Damas afin de se retirer d'Idleb. Les offensives syriennes et russes sur cette région nous inquiètent, car elles pourraient provoquer un nouvel exode de réfugiés vers notre territoire. Notre objectif principal est de circonscrire la possibilité d'un débordement des réfugiés. Nous ne voulons pas de réfugiés syriens dans notre pays. Cela créerait une crise humanitaire trop importante. Il faut le rappeler, depuis le début de la guerre, la Turquie a accueilli 3,6 millions de réfugiés. Les émigrés syriens sont un problème.

En ce qui concerne le conflit yéménite, notre action au Yémen est beaucoup plus discrète que dans d'autres pays arabes.

Notre position au Yémen a varié en fonction des circonstances politiques : les Houthis sont une organisation politico-religieuse qui a pris le contrôle de la capitale Sanaa et de près d'un tiers du pays. Lorsque nous avons appris que l'Arabie Saoudite avait accusé les Houthis d'être affiliés à l'Iran, la Turquie a soutenu le Yémen en s'appuyant sur les puissances sunnites. En effet, l'Iran et la Turquie sont dans un contexte de crises récurrentes. Néanmoins, nous avons critiqué à maintes reprises la coalition au Yémen. Le gouvernement estime qu'en l'absence de solution militaire, un règlement politique du conflit devrait être envisagé.

Notre grand pays a donc réagi discrètement, et multiplié les contacts avec les acteurs locaux. C'est au sein du parti Al-Islah, que notre approche a suscité le plus d'intérêt. Ce parti joue un rôle important dans la lutte contre les Houthis.

Par ailleurs, nous avons été proches de la population yéménite victime des conflits. Notre ONG IHH ( Insani Yardim Vakfi) est présente, y compris dans les zones tenues par les Houthis. Cette ONG a distribué de la nourriture, des médicaments, mais encore des aides aux populations pour célébrer l'Aïd el-Kebir. Elle a également créé des centres de soin.

Voulant faire régner la solidarité et la tolérance, nos opposants se permettent de nous accuser d'avoir, via ces aides humanitaires, détaché des agents afin de préparer l'envoi de mercenaires. Ces accusations n'ont fait que perturber notre lien fraternel avec la population Yéménite.

L'objectif de la Turquie est de nouer avec les Yéménites, une relation qui pourrait permettre le développement économique des deux pays.

Notre politique s'avère donc des plus prudentes et pragmatiques.

Nos liens politiques et notre action humanitaire ont pour seul objectif de conduire à un règlement du conflit.

Pour conclure, La Turquie voudrait trouver une solution, dans le but de réduire l'émigration des syriens vers son territoire, et ainsi éviter une crise humanitaire trop importante et incontrôlable. En outre, nous voulons garder une bonne entente avec le Yémen. Cette relation nous permet d'améliorer notre économie. Par ailleurs, la présence de la Turquie sur le territoire yéménite à des fins pacifistes et solidaires. Elle veut aider sa population misérable et victime de la « plus grande crise humanitaire du monde » selon l'ONU.